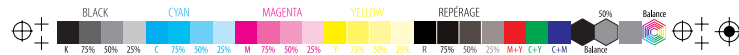




Initiatives Climat

Trophées Initiatives Climat
Afrique Francophone COP23
Palmarès 2017



RÉDACTION :

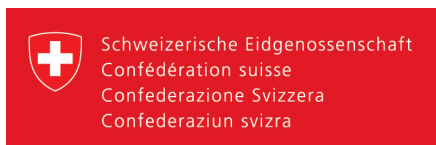
Meriem Houzir et Benoît Théau
initiativesclimat@gmail.com

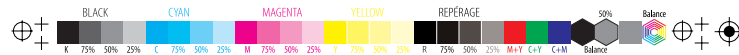
DESIGN GRAPHIQUE :

MOREL COMMUNICATION
www.morel.ma

IMPRESSION :

Cette publication a été réalisée avec le soutien de la Coopération Suisse et du Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable.





EDITO

L'année 2016 aura été l'année la plus chaude qu'a connue notre planète depuis le début des relevés de température (1880). C'est aussi la troisième année record du réchauffement de la terre. Et parmi les 16 années les plus chaudes que notre planète a connues, quinze sont du XXI^e siècle.

Régulièrement, des scientifiques confirment la justesse des recommandations du GIEC, en particulier la nécessité d'atteindre le pic des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 afin de limiter l'augmentation de la température à 2°C.

Ces mêmes scientifiques nous rappellent que la cause majeure des dérèglements climatiques est l'augmentation de la teneur de gaz à effet de serre (principalement CO₂ et méthane) dans l'atmosphère. Cela est dû au développement des activités humaines : déforestation, agriculture intensive, industrialisation et surtout combustion des énergies telles que le charbon, le pétrole et le gaz.

Une étude menée par la FAO révèle qu'à l'échelle internationale le nombre annuel moyen de catastrophes naturelles de toute nature a quasiment doublé au cours de la décennie 2003-2013 par rapport aux années 1980. Ces événements destructeurs ont affecté un grand nombre de personnes et entraîné des pertes économiques importantes.

Les populations des pays en développement sont particulièrement touchées, notamment dans les régions sahéniennes et la Corne de l'Afrique. Les périodes de sécheresse récurrentes entraînent une situation d'insécurité alimentaire croissante, en Afrique et ailleurs, et contrecarrent les efforts menés en faveur d'un développement durable.

Il convient de prévenir les conséquences des changements climatiques à venir, qui vont toucher en premier des pays fragiles et les populations les plus vulnérables. C'est à cela que s'emploient nombre d'associations, de jeunes entrepreneurs et de collectivités locales en Afrique francophone. Les projets d'adaptation ou d'atténuation font l'objet d'une recension dans un recueil en ligne (www.initiativesclimat.org) et les porteurs de ces projets concourent pour la deuxième édition des Trophées ICAF. Dix d'entre eux sont valorisés et récompensés à travers ces Trophées.

La réalisation de ce recueil d'initiatives climat et l'organisation des Trophées ont été possibles grâce à la participation active de nombreuses personnes et au soutien des partenaires du Programme ICAF (acteurs de la coopération, organisations internationales et ministères). Nous les en remercions vivement.

Ces Trophées sont l'occasion de rappeler à chacun l'impérieuse nécessité d'inciter responsables politiques, décideurs économiques et acteurs sociaux à poursuivre dans la voie tracée par ces porteurs « d'initiatives climat » pour lutter contre les effets négatifs des changements climatiques.

Meriem Houzir
Benoît Théau

LE JURY DES TROPHEES

De février à avril 2017, un appel à soumission a permis de collecter 207 initiatives en provenance de 20 pays d'Afrique francophone. 69 initiatives, jugées éligibles, ont été publiées dans le recueil en ligne sur le site internet.

Un jury, composé d'une dizaine de personnes, représentant pour la plupart des partenaires du Programme ICAF, s'est réuni en mai 2017. Il a choisi les 30 nominés et, parmi ceux-ci, les 10 lauréats des Trophées ICAF 2017 des différentes catégories : organisations de la société civile (4), entrepreneurs verts femmes (2), entrepreneurs verts jeunes (2), collectivités locales (2).



Des correspondants-pays lors du projet de Coopération Sud-Sud qui s'est tenu au Sénégal, en avril 2017.

Lauréat

Organisation de la Société Civile

ALGÉRIE

Un Belabbesien un arbre par an

L'initiative a consisté en la plantation de 60.000 arbres dans les 52 communes de la wilaya de Sidi Bel Abbès ; elle a été réalisée dans le cadre d'une sensibilisation à l'atténuation des changements climatiques. Avant son lancement, il a été recherché l'adhésion des responsables au niveau des daïras (sous-préfectures) et des communes. La principale phase de réalisation du projet s'est déroulée sur un mois. Avant cela, un document technique et organisationnel a été rédigé en vue de mener à bien le projet. La préparation a été faite en collaboration avec la Conservation des Forêts de la wilaya de Sidi Bel Abbès afin d'obtenir l'adhésion de cet organisme et de disposer de 63.000 plants d'arbres certifiés, issus des pépinières de la région. Les principaux objectifs assignés à ce projet sont les suivants :

- sensibiliser les gestionnaires des assemblées populaires des communes (mairies) au rôle de l'arbre dans la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement ;
- sensibiliser aussi les responsables au niveau des communes au rôle de l'arbre en milieu urbain et son impact sur les changements climatiques ;
- faire adhérer les associations locales et les clubs verts à l'intensification de la plantation d'arbres en milieu urbain ;
- assurer une diversité du végétal dans le tissu urbain dans le but d'améliorer la biodiversité. Des ressources humaines et matérielles ont été mobilisées par groupe de communes, trois groupes au total. Ce découpage par zone géographique et écologique a permis de bien choisir les espèces végétales adaptées dans le but d'assurer la réussite des plantations.

Au total, ce sont 40 associations et clubs verts qui ont été mobilisés qui représentent plus de 450 personnes. Le projet n'a nécessité aucun financement. Les plants d'arbres ont été fournis gracieusement. Les communes ont pris en charge les frais de transport ainsi que l'outillage nécessaire pour effectuer les plantations. L'initiative a permis d'augmenter le ratio d'espaces verts publics des communes de la wilaya et de sensibiliser les chefs de daïras (sous-préfets) à l'importance d'un couvert végétal en milieu urbain. Plusieurs acteurs se sont engagés à assurer la maintenance et l'entretien des arbres plantés. A l'avenir, les arbres permettront de capturer et de séquestrer le carbone.

Le porteur de l'initiative : Jeunesse volontaire, Sidi Bel Abbès. Jeunesse Volontaire, association créée en 2010, est constituée de jeunes bénévoles engagés dans l'action sociale et la protection de l'environnement. L'association agit notamment pour conserver et restaurer les espaces naturels, veiller à la diversité aux équilibres fondamentaux de la biosphère et promouvoir un aménagement soutenable du territoire.

jeunessevolontaire@yahoo.fr

Les partenaires :

Conservation des Forêts de Sidi Bel Abbès, Direction de la jeunesse et des sports de Sidi Bel Abbès, 52 communes de la wilaya de Sidi Bel Abbès, BEKAGROM, Groupe Chiali, Université Djillali Liabes de Sidi Bel Abbès.



Lauréat

Organisation de la Société Civile

MAROC

Gestion conservatoire des eaux et des sols et reboisement

L'initiative a créé une dynamique locale autour de la conservation de la biodiversité oasienne, de la réduction de la dégradation du couvert végétal et de l'amélioration des conditions socio-économiques locales. Elle a mobilisé la communauté des agriculteurs et des transhumants de Fam El Hisn autour du maintien de l'activité agricole et de l'élevage et de la restauration des ressources naturelles (notamment l'eau, les parcours et la forêt) à travers une gestion conservatoire basée sur une approche agro-écologique.

Dans un contexte climatique assez rude, le projet a permis de mener à bien plusieurs projets. Tout d'abord la plantation de 1000 arbustes de palmiers dattiers dans une zone de 10 hectares à Tamsouqt. Ensuite la couverture de la source d'eau du douar Tighirt qui permet aux transhumants de faire boire leurs troupeaux de dromadaires et de chèvres. De plus, un système d'irrigation à base de portières de distribution des eaux d'irrigation a été réalisé. Une installation solaire permet de réaliser le pompage de l'eau.



Un Agdal (zone de pâturage) participatif a également été mis en place par les transhumants. Il a permis de protéger les zones reboisées avec des acacias, de prévenir des comportements néfastes pour l'environnement et aussi d'augmenter la quantité de gomme arabique récoltée dans la zone.

Les femmes ont été associées à toutes les activités du projet par le biais de séances d'information et de sensibilisation. Elles ont été formées à la protection de l'acacia et à l'emploi rationnel des eaux d'irrigation. Les femmes sont autant concernées que les hommes par l'irrigation des champs et des palmiers. De plus, elles ont la charge de la collecte du bois pour des usages familiaux.

Le projet a eu un impact important sur le développement des politiques aux niveaux local, régional et national, du fait que des responsables ont été impliqués dès la phase de diagnostic puis lors des phases de réalisation des activités.

La plantation des palmiers dattiers a transformé la région en un oasis vert et a amélioré les conditions de vie des agriculteurs et des transhumants. Les populations locales peuvent affronter les impacts du changement climatique dans de meilleures conditions.

Le porteur de l'initiative : Association TAGADIRT Commune de Fam El Hisn, Province de Tata, région Souss Massa.

L'association œuvre pour la protection de l'environnement, la relance des pratiques communautaires intelligentes, la promotion des activités génératrices de revenus, la coordination et l'encouragement des initiatives communautaires, la formation et la sensibilisation des populations locales.

tagadirtasso1@gmail.com

Les partenaires : Programme de Micro financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM), Ministère de l'Environnement, Commune de Fam El Hisn, Direction de l'agriculture, Direction des eaux et forêts.

Lauréat

Organisation de la Société Civile

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La résilience communautaire face au changement climatique

Les bénéficiaires de l'initiative sont essentiellement les femmes vulnérables qui sont victimes de la baisse de la production agricole en raison d'une longue saison sèche, les jeunes qui ont quitté les groupes armés et qui pratiquent le braconnage et la coupe du bois dans le Parc National des Virunga et les pygmées qui vivent autour des volcans actifs dans le Parc National. Plusieurs activités ont été menées : l'éducation communautaire sur le réchauffement climatique, la conduite d'enquêtes sur les impacts du réchauffement climatique pour les pygmées et les peuples autochtones et la création de pépinières communautaires pour faire du reboisement familial et communautaire.

Pour augmenter la résilience des communautés affectées par le réchauffement climatique, il s'est agi de trouver de nouveaux moyens de subsistance notamment grâce à la production maraîchère. Cela afin d'accroître l'autosuffisance alimentaire, dynamiser l'économie locale et freiner la destruction massive des arbres.



Enfin, le captage de sources d'eau a été réalisé. Il s'est accompagné de la sensibilisation des populations sur le cycle de l'eau et les effets des changements climatiques sur la disponibilité de la ressource.

Les 60 groupes de microfinance créés ont permis aux femmes d'avoir les capacités financières pour s'acheter des foyers améliorés afin de diminuer la consommation de charbon de bois et donc la coupe du bois. La production de plus de 100.000 plants pour l'agroforesterie a permis de faire du reboisement une affaire communautaire et familiale : 30% des ménages ont au moins planté un arbre. Ces arbres contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et aussi à l'absorption du CO2 produit par les volcans toujours actifs. Les dix sources d'eau potable aménagées sont bien gérées afin d'éviter le gaspillage. Cela s'est accompagné d'actions de sensibilisation sur la protection des ressources en eau.

La sensibilisation de 75000 personnes sur le réchauffement climatique et ses méfaits a permis de développer, chez les populations, des attitudes et pratiques positives face au réchauffement climatique : plantation des arbres, baisse de la consommation de charbon de bois, protection du couvert forestier.

Le porteur de l'initiative : Réseau BIFERD, Territoires de Rutshuru et Nyiragongo, Provinces du Nord-Kivu.

L'objectif de l'organisation est de réduire la vulnérabilité et la pauvreté des populations affectées par les crises et les catastrophes. BIFERD conduit des activités d'éducation communautaire et elle vise la résilience des populations par le biais du reboisement, de l'agriculture et de la microfinance.

biferutsh@yahoo.fr

Les partenaires :

Organisation Internationale pour les Migrations, Ambassade du Japon en RDC via le Ministère du plan, GNDR (UK).

Lauréat

Organisation de la Société Civile

TOGO

Valorisation de déchets en biogaz

Au Togo les prix des produits de première nécessité ne font que grimper aux dépens d'une population qui a difficilement accès à l'eau, l'énergie et l'assainissement, y compris en milieu urbain. Le bois-énergie, le gaz butane, voire les pneus et les huiles de vidange, sont des combustibles très utilisés. Ce sont des sources d'énergie non renouvelables qui, à terme, contribuent à la dégradation de l'environnement. La gestion des déchets, confiée aux associations et entreprises sous contrat avec la Mairie de Lomé, n'est toujours pas optimale. Le coût de la collecte représente une charge pour les grands producteurs de déchets que sont les unités industrielles. Ces déchets se retrouvent alors dans les rues, les caniveaux et dans des dépôts sauvages. C'est le cas en particulier pour les abattoirs, producteurs de déchets organiques. L'entassement des déchets génère des quantités considérables de gaz à effet de serre (GES), fortement nuisibles pour l'environnement.



La finalité de l'initiative est de contribuer à la lutte contre le changement climatique en réduisant les émissions de GES à travers la valorisation des déchets organiques en biogaz dans la ville de Lomé. Les huit bio-digesteurs mis en place traitent 400 tonnes de déchets organiques par an et produisent environ 20.000 m³ de biogaz. Ils contribuent ainsi à la lutte contre le changement climatique en permettant d'éviter les émissions de méthane produites habituellement par les déchets organiques mis en décharge. Les installations se situent dans les deux abattoirs annexes de Lomé, bénéficiaires directs du projet. Avant la mise en fonction des bio-digesteurs, les abattoirs utilisaient comme combustibles des huiles de vidange et le bois. Cela pour réaliser le fumage des peaux des animaux. Un partenariat a été mis en place avec les autorités des abattoirs pour la conversion en courant électrique du surplus de gaz produit.

Grâce à ce projet, le milieu de travail des unités industrielles est assaini. Le biogaz produit à partir des déchets collectés dans des abattoirs est utilisé en remplacement des pneus et des huiles de vidange. Les réductions d'émission de GES sont effectives et les digestats des bio-digesteurs sont valorisés en compost. Les acteurs concernés sont sensibilisés et ils s'engagent à diffuser la technologie des bio-digesteurs dans les autres abattoirs du Togo.

Le porteur de l'initiative : Ecosystème Naturel Propre, Lomé.

L'association ENPRO fournit un service de pré-collecte de déchets. Le nombre d'abonnés s'élevait, en juin 2016, à 2800 concessions. ENPRO dispose d'une plateforme de compostage des ordures ménagères avec 60 employés et d'une unité de broyage des verres en granulat.

adaab33@gmail.com

Les partenaires :

Laboratoire GTVD de l'Université de Lomé, GEVALOR (France), Fonds Français pour l'Environnement Mondial, Union Européenne à travers la plateforme Re-sources.

Nominé

Organisation de la Société Civile

BÉNIN

AgroEcoLab, un Fab Lab %100 Agroécologie

L'objectif général de l'initiative est de rechercher, expérimenter, diffuser et former sur l'agroécologie. C'est une méthode d'agriculture 100 % naturelle qui utilise ni pesticides de synthèse, ni engrais chimiques qui sont des sources d'émissions de gaz à effet de serre et qui contribuent à la destruction de la couche d'ozone. Des fermes sont installées dans les zones rurales et urbaines ; cela contribue à la souveraineté alimentaire des populations. AgroEcoLab a été créé à l'image des « Fab Lab » développés dans le domaine informatique. C'est un lieu d'expérimentation, de formation et d'échange en agroécologie, ouvert et gratuit pour tous.



Les principaux résultats obtenus sont la réduction, voire l'abandon, des intrants chimiques grâce à l'emploi de biopesticides et l'introduction de nouvelles méthodes de fertilisation. Les semences hybrides sont délaissées au profit des semences naturelles, adaptées et diversifiées pour la consommation locale. A la suite des activités de sensibilisation sur l'agroforesterie et la protection de l'environnement les paysans plantent des arbres sur leurs exploitations ; ils deviennent des acteurs de la protection de l'environnement. Les résultats des expériences menées sont diffusés via plusieurs plateformes paysannes numériques afin de partager les savoirs.

Le porteur de l'initiative : **Les Jardins de l'Espoir**, Abomey-Calavi. Les Jardins de l'Espoir est une organisation de jeunes, de différentes disciplines à la base, reconvertis à l'agriculture. espoir.jardins@gmail.com

Les partenaires : Fédération AgroEcologique du Bénin (FAEB), TAMA, CEVASTE, ALDEN.

BÉNIN

Un compost magique pour les paysans

L'ONG JEVEV a créé une filière économique de valorisation durable des jacinthes à travers le compostage en aérobiose. La transformation de la jacinthe d'eau en compost est une innovation à double finalité : elle participe à la préservation de l'environnement tout en réduisant les effets néfastes sur la couche d'ozone qu'entraîne l'emploi d'intrants chimiques agricoles (engrais et pesticides) et elle permet d'améliorer la productivité des surfaces agricoles utilisées pour le maraîchage. Le compost proposé est un astucieux mélange de déchets verts, de plantes sauvages jugées nuisibles et d'insecticides naturels, donc pluriactif. Des pépinières ont été mises en place avec l'emploi de ce compost magique pour produire des plants de tecks, d'acacia, de neem et de mangroves. Ce projet s'inspire de techniques agricoles ancestrales qui ont été délaissées au profit des engrais et pesticides chimiques. Dorénavant, 3550 agriculteurs des villages de la basse vallée de Bonou, Dangbo, Adjohoun et des communes environnantes (dont 2050 maraîchers) utilisent ce compost au lieu d'intrants chimiques.



Le porteur de l'initiative : **JEVEV**, (Jeunesse et Emplois Verts pour une Economie Verte), Dangbo, Vallée de l'Ouémé.

L'ONG JEVEV prône le développement à la base ; elle intervient principalement dans les domaines de la promotion de l'économie verte. ongjevev@gmail.com

Les partenaires : Asbl ANAMA (Belgique), Université agronomique de Condorcet (Belgique), Centre de Développement Rural de Dangbo, Laboratoire SOS Biodiversité, Ministère de la Jeunesse et des sports du Bénin, Municipalité de Dangbo, Dare To Innovate.

Nominé

Organisation de la Société Civile

GUINÉE

Vulgarisation des foyers améliorés métalliques

Les objectifs de l'initiative sont de lutter contre les changements climatiques, protéger l'environnement et préserver la diversité biologique. Ils ont été atteints par la vulgarisation des foyers améliorés, la formation de forgerons locaux, celle aussi des animateurs villageois à la protection de l'environnement ainsi que la sensibilisation des populations de la zone du projet. Les bénéficiaires de ce projet sont prioritairement les femmes auxquelles ont été distribuées gratuitement des foyers améliorés. Ces sont aussi les métallurgistes locaux qui ont été formés à leur fabrication. Tous ont participé au projet dans la mesure où ils ont été associés de la conception jusqu'à la mise en œuvre.

2000 foyers améliorés métalliques ont été fabriqués et distribués. La consommation du charbon de bois est réduite de 75% grâce à l'utilisation de ces foyers. Et les émissions de gaz à effet de serre sont diminuées. Le projet a permis aussi d'atteindre d'autres résultats : les risques de maladie liés à la fumée domestique sont réduits et les 20 forgerons formés dans le cadre du projet disposent d'une nouvelle source de revenu. Enfin, les populations, conscientes des conséquences des effets des changements climatiques, adoptent de nouveaux comportements.



Le porteur de l'initiative : ASODECOM Association Solidarité pour le Développement Communautaire, Conakry. L'ONG met en œuvre des programmes de protection de l'environnement et contribue à la gestion et à la protection intégrée de l'environnement. sodecguinee@yahoo.fr

Les partenaires : Fonds pour l'Environnement Mondial.

MAROC

Hammams durables

L'initiative a pour principal objectif de permettre un accroissement significatif de la performance énergétique et environnementale des hammams au Maroc. Il s'agit à la fois de diminuer la consommation et les coûts énergétiques, réduire la pollution locale et l'émission de gaz à effet de serre et diminuer la consommation d'eau. A cet objectif se sont aussi ajoutées d'autres dimensions telles que la lutte contre la déforestation, l'amélioration des conditions de vie des employés et la pérennité de l'activité des hammams. Le projet a permis de développer une offre de services qui repose sur quatre points : préchauffage de l'eau par installation solaire thermique ou par récupération de chaleur sur les eaux usées, meilleure isolation de la tuyauterie, instrumentation de la température de l'eau par l'installation de ballons de stockage et traitements anti calcaire. Cinq hammams pilotes ont été rénovés entre 2015 et 2016 et cinq autres sont en cours de rénovation en 2017. Un hammam rénové permet d'éviter l'émission de 10.750 tonnes de CO₂ par an. Un hammam rénové émet jusqu'à 65% moins de CO₂ qu'un hammam classique.



Le porteur de l'initiative : Association EnSen Energie, Solidarité et Environnement, Rabat. EnSen a pour objectif de développer des solutions énergétiques propres et durables et de réduire la vulnérabilité des communautés locales face aux changements climatiques. i.amber@ensen.org.ma

Les partenaires : FFEM, PMF/FEM, Secrétariat d'Etat chargé du développement durable, PNUD, Fonds de dotation Itancia, les associations des propriétaires et exploitants de bains.

Nominé

Organisation de la Société Civile

MAROC

Un village durable et résilient grâce à la permaculture

L'objectif de l'initiative est de promouvoir l'emploi vert à travers la promotion de l'agroécologie et de la permaculture, le développement de l'écotourisme, l'exploitation rationnelle des ressources grâce à l'introduction de technologies propres (énergie solaire, irrigation goutte à goutte), la formation et l'autonomisation des femmes.

L'association a encouragé les villageois à créer des jardins agroécologiques où sont produits des fruits, des légumes, du poulet et des œufs bios. Ces produits ont été vendus dans un premier temps dans les souks locaux et des événements nationaux, directement aux consommateurs. Par la suite, une coopérative féminine a été créée pour valoriser différents produits alimentaires et artisanaux (couscous améliorés, lentilles, couffins en osier, poulet beldi, etc.).

2000 arbres fruitiers ont été plantés ; ils permettent de séquestrer le carbone et de lutter contre l'érosion des sols. 40 jardins potagers ont été créés et irrigués au goutte à goutte ; l'eau est pompée grâce à une installation photovoltaïque ; cela permet de diminuer les émissions de CO₂. L'exode rural qui menaçait la stabilité socio-économique du village a été freiné et les jeunes s'intéressent fortement à la dynamique de développement initiée et bénéficient des métiers verts créés.

Le porteur de l'initiative : Association Ibn Al Baytar, Rabat.

L'association mène des activités de préservation de l'arganaire et d'adaptation aux changements climatiques.

association.ibnalbaytar@gmail.com

Les partenaires : Secrétariat d'État Chargé du Développement Durable, PNUD Maroc.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Entreprenariat environnemental des jeunes

L'initiative vise une meilleure résilience des populations contre le dérèglement climatique. A cette fin, l'association accompagne des jeunes désœuvrés et déscolarisés pour réaliser la reproduction de plantules fruitières et ornementales qui sont ensuite vendues dans la rue. Cette initiative permet de répondre à la forte demande, sans cesse croissante ; en plants fruitiers greffés. Elle favorise le développement d'alternatives économiques et environnementales en faveur des jeunes paupérisés par le chômage. L'aménagement des jardins et des espaces verts dans la ville, la plantation d'arbres dans les parcelles et le long des artères principales en construction contribuent à la lutte contre le changement climatique. Les principales activités consistent à organiser la formation des jeunes en techniques de multiplication végétatives des arbres fruitiers et ornementaux, et à leur apporter un appui en termes d'entrepreneuriat environnemental. Cela comprend la gestion d'une unité agricole autonome, l'aménagement et l'entretien de jardins ou bien encore le marketing pour la commercialisation des plants.

6000 plantules d'arbres fruitiers et ornementaux ont été commercialisées et seize emplois pour des jeunes désœuvrés et déscolarisés ont été créés.

Le porteur de l'initiative : RCC-RDC Réseau sur le Changement Climatique / République Démocratique du Congo, Goma.

L'association sensibilise la société civile sur les enjeux du changement climatique et conduit un plaidoyer pour améliorer la gouvernance dans la gestion environnementale.

info.rccrdc@gmail.com

Les partenaires : ADD (Alternatives pour le Développement Durable).



Nominé

Organisation de la Société Civile

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Appui aux femmes pour s'adapter aux changements climatiques

Le rythme des saisons culturales a été fortement perturbé en raison des changements climatiques. Aussi les petits exploitants agricoles sont désespérés. Face à cette situation, PIFEVA s'est donné comme objectif d'accroître la production agricole en vue d'améliorer les conditions sociales et économiques des populations des hauts plateaux. Les femmes vulnérables qui pratiquent l'agriculture de subsistance sont les premières bénéficiaires. Elles ont été impliquées dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet. Il s'est agi de sélectionner des variétés résilientes de cultures de base (manioc, chou, arachide et haricot), de former les bénéficiaires à la production durable des semences et à la résilience du secteur agricole au changement climatique (techniques résilientes de production agricole, de gestion de l'eau et de la fertilité du sol) et d'organiser des séances d'essais agronomiques d'adaptation des cultures au changement climatique. Au total, 473 productrices et autres petits agriculteurs ont été formés. Ils ont accès à des semences résistantes et adaptées aux changements climatiques. Grâce à cela, la production agricole s'est accrue et les conditions socio-économiques des familles se sont améliorées.



Le porteur de l'initiative : PIFEVA Pilier aux Femmes Vulnérables Actives, Bukavu.

L'association est engagée dans la promotion et la protection des droits des femmes et des enfants en situation de vulnérabilité. pifevardc@gmail.com

Les partenaires : ARCOS (Albertine Rift Conservation Society).

TCHAD

Analyse des impacts d'un projet d'exploitation du ciment

Les objectifs visés de l'initiative sont d'identifier les facteurs de risques environnementaux liés à un projet d'exploitation de ciment, de déterminer les mesures de mitigation et de sensibiliser la population locale en matière de protection et d'adaptation. L'initiative comprend deux activités principales. Tout d'abord l'analyse de la situation qui permet d'identifier tous les facteurs de risques environnementaux. Ensuite l'identification de solutions ; pour cela un plan de suivi environnemental a été mis en place. Différentes activités ont été menées. Tout d'abord la réalisation d'un diagnostic technique qui a permis d'élaborer un plaidoyer à l'endroit des exploitants sur la question de la réduction des impacts causés par le processus de fabrication ainsi que l'établissement d'une directive afin de sensibiliser la communauté à la conservation d'une forêt classée. Puis l'organisation d'une séance de sensibilisation sur le phénomène réel de changement climatique (causes, scénarios, atténuation/adaptation). Et enfin, la tenue de formations : une pour les jeunes et les femmes sur l'utilisation de matériels électroménagers de type solaire, une autre sur les initiatives d'adaptation au changement climatique (cultures irriguées aux bords des lacs notamment).



Le porteur de l'initiative : Zonal, Pala. L'association Zonal conduit des actions de protection de la biodiversité, de formation en matière d'adaptation au changement climatique et fait du plaidoyer sur la RSE.

zonal.chd@gmail.com

Les partenaires : Ministère des Mines et de la Géologie, Université de Moundou (Faculté des sciences), Mairie de Pala.

Lauréat

Entrepreneur Vert - Femme

SÉNÉGAL

Petits systèmes éoliens

Le réseau de distribution de l'énergie électrique de la Société Nationale d'Electricité (SENELEC) est peu développé : en dehors des collectivités situées sur l'axe de production et de distribution, le monde rural est dépourvu d'électricité. Cela représente un frein pour le développement économique de ces zones.

Les projets utilisant les éoliennes mécaniques et les aérogénérateurs ont connu de nombreux problèmes techniques notamment en ce qui concerne la maintenance. Avec pour triste conséquence le spectacle désolant de «cadavres éoliens» visibles sur les principaux axes routiers du nord du Sénégal.

Comme pour tout projet d'électrification rurale, les projets de petit éolien nécessitent la mise en œuvre de systèmes techniques fiables et durables. Les conditions de cette pérennité sont la mise en place d'un système de gestion/exploitation adapté, la garantie d'une maintenance locale et la disponibilité des pièces de rechange.

Le CIFRES a lancé une filière locale de fabrication et de maintenance de petits aérogénérateurs destinés à l'électrification rurale décentralisée et à l'exhaure de l'eau pour la promotion des énergies renouvelables et l'adaptation aux effets des changements climatiques : le projet EOL Sénégal. L'éolienne conçue est une turbine de 3 mètres de diamètre qui produit de 1 à 5 kWh par jour selon le gisement éolien. Cette machine simple, robuste et techniquement très au point, a su résister durablement à des conditions éoliennes rudes sous plusieurs latitudes, notamment tropicales.

Plusieurs aspects ont été pris en compte pour la construction du prototype : emploi en priorité de matériaux disponibles au Sénégal, fabrication locale, hautes performances de l'éolienne, dimensionnement en relation avec les besoins électriques en zone rurale, bonne fiabilité, coût final compétitif en regard aux solutions classiques, maintenance assurée localement par un personnel formé et fort intérêt des partenaires et des communautés locales.

Le premier prototype a été installé en 2006. Et depuis cette date, douze éoliennes ont été installées dans différentes localités. A titre d'exemple, l'éolienne installée dans le champ agroécologique de Mbawane permet de pomper 20 m³ d'eau par jour afin d'irriguer les champs avec un système de goutte-à-goutte. L'économie d'eau est 40% d'économie par rapport à un système d'arrosage conventionnel. Cela permet aussi une augmentation du rendement des cultures de 20% et un gain de temps pour les producteurs.

Le porteur de l'initiative :

Bineta KAMARA, Dakar.

Bineta Kamara est responsable de la mise en œuvre de la stratégie d'EOL Sénégal, filière sénégalaise de fabrication, d'installation et de maintenance de petits systèmes éoliens destinés à l'électrification décentralisée et l'exhaure d'eau.

binetak@yahoo.fr

Les partenaires :

Ecole Supérieure Polytechnique de Dakar, Fondation pour la Nature et l'Homme, ONG ENDA Pronat.



Lauréat

Entrepreneur Vert - Femme

TCHAD

L'agroforesterie, rempart contre la désertification

La région subit durement les effets des changements climatiques. La sécheresse et la désertification ont eu comme conséquence la destruction des terres arables. Le couvert forestier a en grande partie disparu. Il s'en est ensuivi un appauvrissement de la communauté et une insécurité alimentaire.

Face à cette situation, le groupement s'est engagé dans un ambitieux projet afin d'améliorer la résilience de la communauté face aux changements climatiques. L'objectif principal de l'initiative a été de stopper la dégradation des terres et de s'engager dans une agriculture durable sur les 91 hectares que compte le groupement.

Il s'est agi tout d'abord de planter des arbres : au total 11.000 ont été plantés. Cela a demandé un effort considérable des membres du groupement, et cela sur plusieurs années. Des espèces d'arbres qui avaient disparues ont été réintroduites. Ensuite une nouvelle approche a été adoptée pour l'agriculture. Les cultures ont été diversifiées. Riz, maïs, sorgho, légumes, arachide, oignon, moringa en sont les principales. Les techniques de l'agroforesterie ont été introduites progressivement. L'agroforesterie combine à la fois, la culture de produits vivriers, la plantation des arbres et le petit élevage. Les interactions entre ces trois éléments sont très positives.

Pour protéger les parcelles, notamment de l'érosion éolienne et hydrique, des haies vives ont été plantées à leur pourtour. Cela contribue aussi à la préservation de la biodiversité.

En plus de la restauration de l'environnement, le groupement s'est donné comme objectif d'améliorer la situation économique des ménages.

Le projet a permis de sensibiliser toute la communauté ainsi que les autorités traditionnelles sur l'importance de restaurer les ressources naturelles détruites. Il a aussi fait évoluer le comportement des autorités traditionnelles des villages vis-à-vis des femmes et il a renforcé l'implication des femmes dans la gestion des biens communautaires.

Des jeunes, partis en ville, sont revenus au village grâce aux 36 emplois créés pour eux par le groupement.

Cette initiative montre que, même dans un environnement hostile et dégradé, il est possible de lutter contre les effets négatifs des changements climatiques. La clé du succès est dans la mobilisation des femmes et les efforts déployés de façon continue pendant plusieurs années.



Le porteur de l'initiative :

Groupement Agro-Sylvo-pastorale AL-MAACH (la Survie), Haraz Al-Biar.

Le groupement comprend cinquante-trois personnes. Il se consacre à la mise en valeur de terres dégradées et à la culture de produits vivriers. Cela afin d'améliorer les conditions de vie de la population et de préserver l'environnement.

groupement_almaach@yahoo.fr

Les partenaires :

Association N'Djamena Sourire, Collectif des ONG Amies de la Nature, Société Satom.

Nominé

Entrepreneur Vert - Femme

CÔTE D'IVOIRE

Construction en terre comprimée et stabilisée

L'objectif de l'initiative est de réaliser des bâtiments avec le système BTCS : blocs de terre comprimée et stabilisée. La technologie consiste à comprimer de la terre mélangée à du ciment en un bloc de terre-ciment (5 à 8% de ciment et 92 à 95% de terre latéritique). Les BTCS présentent plusieurs avantages : bonne isolation thermique, bonne isolation phonique, imperméabilité, confort intérieur, emploi d'un matériau naturel abondant (la latérite), régulation de la température intérieure notamment. Les blocs absorbent les rayons ultraviolets qui produisent de la chaleur et régulent la température. L'utilisation de la latérite dans la production des blocs est sans émissions nocives. Les constructions publiques réalisées à Mayo profitent à toutes les couches sociales de la population. Sur le plan économique, comparativement aux agglos ordinaires, les constructions en BTCS utilisent moins de matériaux de construction (ciment, fer, gravier et sable) ce qui permet de faire 30% d'économies sur le gros œuvre. L'économie de matériaux permet de réduire les consommations d'énergie fossile. De plus, la pression sur les ressources ligneuses s'en trouve réduite. Cela est particulièrement important dans un pays comme la Côte d'Ivoire qui doit faire face à la déforestation, facteur de dérégulation du climat.



Le porteur de l'initiative : Marina Matio NOBOUT, Riviera Bonoumin. Marina Matio NOBOUT est directrice générale d'OHEL INTERNATIONAL qui développe une technique de construction à base de blocs de terre comprimée et stabilisée.

secretariatihse@yahoo.fr

Les partenaires : Mairie de Mayo.

MALI

Restauration d'une forêt classée

L'objectif principal de l'initiative est la reconversion des exploitants des ressources de la forêt vers des activités génératrices de revenus. Cela afin de contribuer à la pérennisation de cette forêt pour les générations futures. Les bénéficiaires sont les communautés villageoises, les tradi-thérapeutes, les associations de femmes et de jeunes. Il s'est agi dans un premier temps d'informer, de sensibiliser et d'éduquer sur les conséquences de la surexploitation dans un contexte de changement climatique. En deuxième lieu, de produire des plants. Et enfin d'organiser des campagnes de reboisement. Les femmes disposent d'un périmètre maraîcher qui leur permet de produire des légumes frais durant toute l'année. C'est à l'intérieur de ce périmètre que sont réalisées aussi d'autres activités parmi lesquelles la production de plants pour le reboisement. La collecte des graines se pratique durant toute l'année, elle concerne les espèces locales. La production de plants se fait dans les pépinières, pendant trois mois. Les plants sont ensuite transportés jusqu'à la forêt. Le reboisement se fait lors de la saison pluvieuse ; il mobilise souvent une centaine de femmes. 10 ha autrefois dénudés ont été restaurés.



Le porteur de l'initiative : Association Fayaton, Village de Kasséla, région de Koulikoro.

L'association regroupe des femmes qui conduisent des activités de restauration et de protection de la forêt.

tisangare@hotmail.com

Les partenaires : Société de gestion des concessions forestières et fauniques de Tam-Voyages.

Nominé

Entrepreneur Vert - Femme

MAROC

Adaptation au changement climatique dans les oasis

L'initiative consiste à améliorer la production des Plantes Aromatiques Médicinales (PAM) dans les oasis. A cette fin, un terrain de 50 ha est loué et une pépinière de 2500 m² est aménagée. On y sème et on y cultive les plantes médicinales et aromatiques jusqu'au stade où elles sont aptes à être repiquées à leur emplacement définitif. Les adhérents du GIE assurent la multiplication des plantes ; ils utilisent le goutte à goutte afin d'économiser l'eau. Pour le puisage de l'eau, le GIE a opté pour le pompage solaire. Ce moyen convient parfaitement aux zones oasiennes où l'ensoleillement est abondant et les ressources souterraines disponibles. Un programme de formation vise le renforcement des capacités des femmes oasiennes en matière de valorisation des PAM, de production de compost biologique et de maîtrise de techniques d'agroécologie. Il comprend aussi des aspects liés à la commercialisation. Une fixation biologique (plantes locales adaptées à la sécheresse) a été faite autour de la parcelle de PAM. En améliorant la production des PAM (16 espèces cultivées), les femmes du GIE contribuent à la résilience de l'écosystème oasien pour une meilleure adaptation au changement climatique.



Le porteur de l'initiative : GIE PAMOT (Plantes Aromatiques Médicinales des Oasis de Tafilalet), Ghriss, Ferkla. Le groupement produit des plantes aromatiques et médicinales adaptées au contexte oasien.

snoussi_itto@yahoo.fr

Les partenaires : POT (Programme Oasis Tafilalet), Office Régional de mise en Valeur Agricole, Commune Rurale Ghriss Soufflai.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Accès à l'énergie pour des femmes vulnérables

L'objectif global du projet est de promouvoir l'utilisation de foyers améliorés par des femmes et des filles vulnérables pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation des émissions des gaz à effet de serre en raison de la déforestation et de la transformation du bois en charbon de bois. Les foyers améliorés permettent de réduire de 75% la quantité de charbon de bois nécessaire pour un foyer traditionnel. Le principe est d'optimiser le rendement énergétique en ayant un foyer fermé pour concentrer la chaleur sur la marmite. Le type de foyer est celui d'un foyer mixte constitué à l'extérieur d'une paroi métallique et à l'intérieur d'un revêtement en céramique. Pour mener à bien le projet, des animateurs et des animatrices ont été choisis au sein de l'association. Ils sont allés sur terrain en vue d'identifier les bénéficiaires. L'organisation de séminaires et d'ateliers a permis de promouvoir ces équipements et d'en présenter le fonctionnement. Plus d'une centaine de femmes et de filles vulnérables ont bénéficié de ce projet qui permet de réduire la pression sur les ressources en bois de feu et évite des émissions de CO₂.



Le porteur de l'initiative : IFESIDI (Initiatives des Femmes en Situations Difficiles pour le Développement Intégré), Sud-Kivu. IFESIDI accompagne les femmes et les filles vulnérables dans leur réinsertion sociale et économique en tenant compte de la protection de l'environnement et de l'accès à l'énergie durable.

theodoreiluba24@gmail.com

Les partenaires : MAMAVI (Mafundisho ya Afia na Maendeleo Vijijini).

Lauréat

Entrepreneur Vert - Jeune

BÉNIN

Plateforme d'e-commerce de produits agroécologiques

Le Bénin connaît une augmentation rapide de sa population urbaine (10% par an) qui s'accompagne d'un besoin croissant en produits maraîchers dont la production nécessite l'emploi de grandes quantités d'engrais chimiques et de pesticides. 75.000 à 100.000 tonnes de ces pesticides, qui sont en principe réservés à la culture du coton, sont utilisées par le secteur horticole chaque année. Cela entraîne une forte pollution de la faune et de la flore, une grande vulnérabilité des producteurs au changement climatique, de faibles productivités et la cherté des produits. De plus, les conséquences sur la santé des quelques 400.000 ménages urbains sont inquiétantes.

En raison de cette situation, la demande de produits biologiques est de plus en plus croissante mais très peu couverte en raison du circuit de distribution très traditionnel, du faible accès des producteurs aux intrants biologiques et de l'absence de solutions technologiques adéquates.

L'initiative consiste en la réalisation d'une plateforme Web et Mobile (Premium Hortus) qui permet, via un smartphone, une tablette ou un ordinateur, de s'abonner, choisir le contenu de son panier, commander, payer en ligne et se faire livrer à domicile fruits, légumes, cocktails et produits biologiques. Chacun peut ainsi maîtriser sa consommation et bénéficier d'un crédit d'assurance alimentaire. Quelques chiffres qui illustrent l'activité de la plateforme : plus de 7000 téléchargements des applications mobiles, 320 ménages abonnés et 500 clients, 52 hôtels et restaurants abonnés, 17 semenciers partenaires, 5 producteurs de biofertilisants à base de plantes adventices, 33 transformateurs agroalimentaires (jus, cocktails...).

Premium Hortus organise des formations pour les producteurs : les nouveaux « agroécologistes » ont bénéficié de cinq modules de formation ainsi que de suivis personnels pour découvrir et pratiquer la méthodologie de rédaction d'un projet agricole et les techniques de levée de fonds.

L'ensemble des services apportés (fourniture de biofertilisants et de semences naturelles autoreproductrices), l'utilisation d'emballages biodégradables et de matériels roulants neufs et écologiques permettent de réduire les émissions de CO2 et celles d'autres gaz à effet de serre (méthane et protoxydes d'azote).



Le porteur de l'initiative :

Johannes GOUDJANOU, Abomey-Calavi.

Manager-communicateur des entreprises et consultant-formateur en management des innovations, Johannes GOUDJANOU assure la direction générale de Premium Hortus.

premiumhortus@gmail.com

Les partenaires :

UAC STARTUP VALLEY, BTECH SPACE, Fondation de l'Université d'Abomey Calavi, Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB), Association des Maraîchers du Bénin, ADIEA, CREDI-ONG, Groupe LANDE Sarl, COLLAR ACADEMIA, INK GRAPHIC STUDIO.

Lauréat

Entrepreneur Vert - Jeune

MAROC

Green Gold Energy

L'objectif de l'initiative est de substituer le bois de feu par des biocombustibles solides fabriqués avec des déchets organiques. Le produit final se présente sous la forme de bûches ou de granulés. Son pouvoir calorifique est plus élevé que celui du bois : 33% en plus. Les émissions de gaz à effet de serre sont moindres : 35 % en moins. Son stockage est plus aisé : son volume est trois fois moins important que celui du bois. Enfin, son prix est très compétitif : 1,5 dirham le kg, soit 0,14 euro. Les bûches sont fabriquées principalement avec les grignons d'olives, le marc de café et la sciure de bois. Après la collecte de tous ces ingrédients, le processus de fabrication des biocombustibles peut commencer. La première étape consiste dans le traitement de la matière première afin d'éliminer ou de diminuer plusieurs paramètres perturbateurs de la production. Ensuite l'ensemble des composants est mélangé dans un malaxeur selon une formule précise qui garantit un compromis entre plusieurs paramètres afin d'obtenir un produit de qualité. Après cette phase, le mélange est versé dans la trémie d'une machine qui permet d'obtenir le produit final sous la forme de bûches. Enfin, les bûches sont conditionnées puis stockées en vue de leur commercialisation.



Le principal débouché est celui procuré par les potiers de la région nord du Maroc. Les ventes se font en direct ; une stratégie B2C a été développée à cette fin. Les potiers basés à Farrane Ali, un village près de la ville Oued Laou au nord du Maroc, ont détruit plus de 90% des arbres de leur proche environnement pour le bois dont ils ont besoin pour leur activité de fabrication de poteries. La poterie est la seule source de revenus pour ces artisans. Cette activité est menacée de disparition au cours des dix prochaines années en raison de l'utilisation excessive du bois. L'emploi de biocombustibles leur permet d'envisager la pérennité de leur activité. Plus de 50 potiers ont été sensibilisés à la disparition des arbres et encouragés à l'emploi de biocombustibles.

Deux tonnes de bûches ont été vendues en recyclant 2,5 tonnes de déchets organiques, ce qui a permis d'éviter l'émission de 1,7 tonne de CO2 et de contribuer à la réduction de la déforestation excessive.

Une présence lors de grands événements en lien avec le changement climatique et l'entrepreneuriat social a permis de promouvoir les biocombustibles et de sensibiliser plus 20.000 personnes sur l'importance des produits durables.

Le porteur de l'initiative : Walid MACHROUH, Tanger.

Walid MACHROUH, jeune étudiant-entrepreneur, a créé Green Gold Energy, une structure entrepreneuriale et sociale qui propose des alternatives énergétiques aux particuliers et aux professionnels.

machrouh.walid@greengold-energy.com

Les partenaires :

Enactus Morocco, Fondation OCP, Dare Inc., Mercy Corps, Green Lab Tanger, Faculté des sciences et techniques de Tanger.

Nominé

Entrepreneur Vert - Jeune

CAMEROUN

BIOCAMER

Le blog BIOCAMER, une plateforme web, est, en fait, un projet de sensibilisation, d'éducation et de plaidoyer destiné en priorité aux citoyens basés au Cameroun et dans d'autres pays d'Afrique. Les buts de l'initiative sont de plusieurs ordres : promouvoir les bonnes pratiques environnementales, l'écotourisme et les mécanismes de résilience face au changement climatique ; sensibiliser les citoyens sur des questions liées à l'environnement et en particulier au changement climatique et former des éco-citoyens qui militent pour un environnement sain.

BIOCAMER valorise des initiatives de jeunes entrepreneurs engagés dans des projets en lien avec la sauvegarde de la planète. Cela comprend des projets novateurs sur le recyclage, la transformation des déchets, les énergies renouvelables, la préservation des forêts et des espaces verts, des alternatives au bois pour la cuisson. Le blog BIOCAMER a de plus en plus de lecteurs et son contenu est partagé via différents réseaux sociaux : des centaines de jeunes sont sensibilisés chaque semaine sur l'adoption de bonnes pratiques environnementales, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Des projets de jeunes entrepreneurs verts présentés par BIOCAMER ont gagné en visibilité et ont encouragé d'autres jeunes à rejoindre la dynamique.



Le porteur de l'initiative : Mathias MOUENDE NGAMO EMALE, Douala Jeune journaliste camerounais âgé de 31 ans, Mathias Mouendé Ngamo est employé au quotidien Le Jour. De plus, il présente un programme sur l'environnement sur la chaîne Vox Africa Tv.

mouenthias@yahoo.fr
www.biocamer.wordpress.com

CÔTE D'IVOIRE

Biosect

Biosect offre une alternative en termes de gestion des déchets et de compostage afin de lutter contre le réchauffement climatique. L'initiative a pour objectif de valoriser les déchets organiques pour produire de la nourriture pour animaux d'élevage (poissons et volailles) et du compost pour les agriculteurs. Le compostage permet de réduire les émissions de méthane liées à la décomposition des déchets. Les bénéficiaires de l'initiative sont les éleveurs et les cultivateurs. Les mouches appelées « Black soldier fly » pondent leurs œufs sur des déchets organiques. Les œufs deviennent des larves qui se nourrissent des déchets. Lorsque ces larves atteignent l'âge adulte, elles sont séchées, broyées puis emballées dans des sachets biodégradables. Il est obtenu ainsi le produit BIO-ALIM qui est utilisé pour nourrir les animaux d'élevage. Le compost résultant de ce processus est vendu comme bio-engrais aux agriculteurs. Cette activité permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre produits par les déchets des ménages et d'assainir ainsi l'environnement. L'engrais bio produit localement est employé en substitution des engrais chimiques azotés dont l'utilisation émet des gaz à effet de serre (CO2 et protoxyde d'azote).



Le porteur de l'initiative : N'Guessan Jean Raymond YEBOUE, Ferkessédougou.

Raymond YEBOUE est un jeune entrepreneur social qui milite en faveur du développement durable et de l'entrepreneuriat vert à travers son projet BIOSECT.

ramzyjean@yahoo.fr

Les partenaires : PAGDRH (Programme d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques).

Nominé

Entrepreneur Vert - Jeune

MALI

LEGUMAUTONOMY

L'objectif de l'initiative est de développer une agriculture durable et productive en ville, de sensibiliser les citoyens au jardinage et d'accompagner les producteurs pour produire plus, mieux et localement. Cela en tenant compte de la nécessité de s'adapter aux changements climatiques. LEGUMAUTONOMY propose aux citoyens de redécouvrir le goût, la fraîcheur et le plaisir de cultiver eux-mêmes certains fruits et légumes toute l'année à l'intérieur de la maison et sur des espaces aménagés comme jardin. Inspirée, de plusieurs modèles de production comme les « sacs potagers » ou le « tour de pomme de terre », l'équipe de LEGUMAUTONOMY vend plants et semences de variétés adaptées au climat, tolérantes à la chaleur et aux maladies. Il s'agit de plantes aromatiques, de légumes, de greffes d'arbres fruitiers comme le baobab, le jujubier ou le manguier. Des techniques de production agricole intelligentes face au climat sont vulgarisées auprès des producteurs. Les produits achetés aux producteurs sont revendus via une plateforme e-commerce qui valorise les circuits courts de livraison permettant ainsi une baisse des émissions de CO2 occasionnées par le transport et rémunère mieux les producteurs qui deviennent ainsi plus résilients sur le plan économique face aux effets des changements climatiques.



Le porteur de l'initiative : Ladjai FAINKE, Bamako.

Jeune ingénieur agronome, Ladjai FAINKE conduit un projet pilote de productions maraîchères et fruitières.

fainke@gmail.com

Les partenaires : Mali Agribusiness Incubation, AVRDC (Centre mondial de production végétal), Flex'art, Coopératives de Maraîchers.

NIGER

Ecolotrip, voyage écologique

L'initiative s'insère dans le programme national de référence d'accès aux services énergétiques modernes adopté par le Niger, qui a comme objectifs la réduction de la pauvreté, la lutte contre le changement climatique et l'accès à l'énergie renouvelable. Le premier volet du projet a consisté à organiser une série de journées de sensibilisation sur le changement climatique dans diverses contrées du pays et à instruire la population, surtout étudiante, sur les actes écoresponsables simples mais efficaces à adopter pour lutter contre le changement climatique. La population étudiante constitue un public-relais pour transmettre des messages clés à la population. Lors de ces journées, des expositions sur les différents types d'énergies renouvelables ont été présentées. Le second volet, dont les principaux bénéficiaires sont les villageois, a consisté à faire découvrir aux éleveurs qu'ils pouvaient non seulement se servir des déchets organiques des animaux comme engrais mais aussi comme source d'énergies durables qui ont peu d'impacts négatifs sur l'environnement. Les fumiers recueillis sont transformés, soit en biogaz pour servir de cuisson, soit en énergie électrique grâce à des moteurs à cogénération.



Le porteur de l'initiative : Komi Elom Claude SODOKIN, Niamey.

Komi SOKODIN conduit des campagnes de sensibilisation sur le changement climatique et procure une assistance technique à des entreprises industrielles pour réduire l'émission de gaz à effet de serre.

sodokinc@gmail.com

Les partenaires : Ministère des Energies, Ministère de l'Entrepreneuriat des Jeunes, OIF, BIJ, PNUD, ONUDI, Coopération Canadienne, EMIGNiger.

Lauréat

Collectivité locale

BÉNIN

Aménagement d'un bassin de rétention d'eau

L'initiative doit permettre de renforcer la capacité de résilience des communautés rurales face aux changements climatiques, avec les objectifs suivants :

- sécuriser la ressource en eau via la mobilisation et le stockage de l'eau de surface ;
- améliorer les revenus de la population en réduisant au maximum les pertes dues à la pénurie d'eau pendant la période de production ;
- améliorer durablement les conditions d'exploitation du site par l'amélioration des possibilités de mobilisation de l'eau ;
- développer les cultures de contre saison ;
- améliorer la sécurité alimentaire des populations.

L'initiative concerne directement les personnes en charge de l'exploitation du site (10 femmes, 12 hommes, 80 enfants et 8 pépiniéristes) et indirectement les populations environnantes (2500 personnes) qui bénéficient des produits du maraichage.



Un expert en changement climatique a facilité le processus de définition d'un plan d'intervention qui a été élaboré lors d'une série de séances de travail qui ont mobilisé les communautés locales et un Comité technique de Pilotage national. Parmi les activités inscrites dans le Plan Annuel d'Investissement 2014-2015, la construction de la retenue d'eau a été priorisée - avec la participation des populations - et a été approuvée par les conseillers communaux.

La réalisation de la retenue d'eau a consisté à installer une diguette en béton armé sur le cours de la rivière avec des ouvrages de dissipations. Il s'est agi aussi de draguer l'intérieur du bas-fond pour augmenter la capacité de rétention, de protéger les berges avec des pierres maçonnées pour empêcher le comblement et de reboiser autour de la mare. Un système de distribution d'eau a été mis en place pour faciliter l'arrosage des plants.

Les principales activités mises en œuvre pour la réalisation de l'initiative ont été les suivantes : identification et validation du projet (comprenant des sessions de formation sur les enjeux des changements climatiques), étude d'aménagement du site, contractualisation avec une entreprise pour la réalisation des travaux, réalisation du seuil de rétention (digue), travaux d'aménagement du périmètre.

La capacité de stockage de la mare naturelle a augmenté et les rendements des maraîchers se sont accrus de 80 % à partir de 2015. La sécurité alimentaire s'est améliorée grâce à la production et à la mise sur le marché d'une grande quantité de légumes.

Le porteur de l'initiative : Mairie de Copargo

La commune, qui compte 70.938 habitants, a la responsabilité de fournir à la population les services administratifs économiques, sociaux et culturels de base. Dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques, la commune de Copargo conduit plusieurs activités.

mairiecopargo@yahoo.fr

Les partenaires :

LoCAL-Bénin (Local Climate Adaptive Living Facility), Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD).

Nominé

Collectivité locale

BÉNIN

Construction d'un collecteur d'assainissement de crête

L'objectif général de l'initiative est d'améliorer la vie à l'intérieur de la ville de Bohicon, en protégeant la ville contre les eaux de ruissellement qui proviennent des communes situées en amont lors des fortes pluies. Il se décline en plusieurs objectifs spécifiques : atténuer les effets néfastes des eaux de ruissellement à l'intérieur de la ville, permettre la circulation des biens et des personnes en toutes saisons, créer de l'emploi temporaire pour les populations les plus vulnérables et aménager des zones de culture de produits maraîchers.



Plusieurs activités ont été réalisées. Principalement la construction d'un collecteur de 8,8 km de longueur qui contourne la ville d'ouest en est, l'aménagement et la mise en service d'un domaine de 2,3 hectares pour la culture maraîchère et le reboisement de 26,8 km de voies urbaines et de forêts communales. Ainsi, une forêt sacrée, d'une superficie de 2766 m² a été densifiée avec des arbres et un jardin botanique de 5 ha a été enrichi avec des plantes médicinales. Les arbres plantés permettront à l'avenir de compenser 170 tonnes d'émissions de CO₂ par an.

Lors des activités communautaires, les populations ont été sensibilisées à l'importance de la plantation des arbres face aux effets des changements climatiques. Il s'ensuit que l'entretien des plants se fait par les populations elles-mêmes.

Le porteur de l'initiative : Mairie de Bohicon. La ville de Bohicon est située dans le département du Zou, au Bénin. Elle compte 171.781 habitants.

atrokpoluc@yahoo.fr

Les partenaires : Gouvernement de la République du Bénin, BOAD (Banque Ouest Africaine de Développement).

CAMEROUN

Mitigation des effets du changement climatique

L'objectif général de l'initiative est de contribuer à l'atténuation des effets du changement climatique à travers l'amélioration de la couverture végétale, le renforcement de la synergie entre les acteurs et l'appropriation par les bénéficiaires des actions de protection de l'environnement. Cet objectif général se décline en plusieurs objectifs spécifiques : renforcer les actions de reboisement en impliquant davantage les femmes et les élèves, promouvoir l'économie du bois énergie ; renforcer les capacités des pépiniéristes locaux afin qu'ils produisent des plants de qualité et en quantité et élaborer et mettre en œuvre le plan d'aménagement de la forêt communale.



Une distribution gratuite de plants de fruitiers a été faite aux femmes. Une zone de 143 ha a été reboisée avec plus de 15000 plants d'espèces peu gourmandes en eau. Une autre activité a été la constitution d'une réserve forestière destinée à l'exploitation du bois de chauffe ; des espèces à fort taux de retour ont été sélectionnées à cette fin. A noter enfin la mise en place de deux Comités de Veille Environnementale, comprenant au moins deux femmes et trois jeunes parmi les dix membres. Comités qui ont comme mission, d'informer les citoyens sur leurs droits.

Le porteur de l'initiative : Commune de Mora, Mora.

Les principales activités économiques de la commune située dans la Région de l'Extrême-Nord Cameroun sont l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat.

emekinda@yahoo.fr

Les partenaires : Organisation Néerlandaise de Développement (SNV), Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF), Mairie-Conseil, APELD, CADEPI.

Nominé

Collectivité locale

TOGO

Valorisation agricole des boues de vidanges

L'objectif de l'initiative est de traiter les boues de vidange des dispositifs d'assainissement autonomes installés dans les habitations en minimisant les émissions de gaz à effet de serre. Plusieurs activités ont été menées dans le cadre de l'initiative : information des populations et des autorités locales, identification des fosses à vider, fauchage du site d'épandage, analyse pré-épandage des échantillons de boues, de sol et des eaux de puits riverains du site. Une fois ces opérations effectuées, il a été procédé à la vidange des fosses, à l'épandage et à l'enfouissement des boues suivi du labour, du semis et de l'entretien des cultures. Les impacts positifs du projet concernent essentiellement les économies réalisées sur les émissions de gaz à effet de serre notamment celles du méthane. Sur la base de 55 m³ de boues de vidanges valorisables par épandage agricole par hectare, les estimations en terme d'émissions de méthane sont de 207 t., soit 5810 t. éq. CO₂ par an. Les analyses post épandage ont montré que l'expérimentation n'a pas généré de pollution au niveau de l'eau des puits, du sol et de la végétation. Et l'autre volet positif est que l'épandage des boues de vidanges constitue un bon moyen d'amendement et de fertilisation des sols.



Le porteur de l'initiative : Mairie d'Aného. Aného, situé au sud-est du pays, compte 25.000 habitants. La commune conduit des actions de sensibilisation des populations sur les enjeux liés au climat.

mairieaneho@yahoo.fr

Les partenaires : Département des Yvelines (France), Union Européenne, Ecole Supérieure de Technologie et de Biologie Alimentaire.

TUNISIE

Plan de déplacement urbain

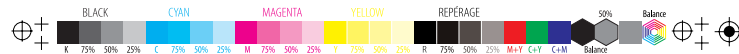
La ville a élaboré un Plan de Déplacement Urbain (PDU) ainsi qu'une NAMA « Nationally Appropriate Mitigation Action » dans le secteur du transport. Cela dans le but de mettre en place une mobilité urbaine durable. Les objectifs du PDU/NAMA sont de plusieurs ordres : assurer la pérennité financière du système, minimiser les besoins en déplacements individuels motorisés, accroître la part des transports publics et réduire la consommation d'énergie et l'émission des GES. L'initiative a été menée selon une approche participative en impliquant tous les acteurs concernés par la mobilité urbaine. Une enquête sur le transport et la circulation a été réalisée dans le but de disposer d'éléments fiables. D'une durée de 24 mois, l'initiative a comporté trois phases : un état des lieux, diagnostic de la situation et projections des scénarios de référence ; une proposition d'une stratégie de mobilité durable à l'horizon 2030, l'organisation de sessions de formation des techniciens et des décideurs du secteur du transport. Cette initiative contribue à la concrétisation de la politique de la Ville de Sfax suite à la signature de la convention des Maires en 2011, qui vise à réduire de 20 % les émissions de GES à l'horizon 2020, à augmenter de 20 % l'efficacité énergétique et de 20 % l'utilisation des énergies renouvelables.



Le porteur de l'initiative : Municipalité de Sfax. Sfax, deuxième plus grande ville de Tunisie, compte environ 300.000 habitants. C'est une ville portuaire, très industrielle et touristique.

rafik.oualha@yahoo.fr

Les partenaires : Agence Nationale de Maîtrise de l'Energie (ANME), Coopération Allemande (GIZ).



LES INITIATEURS ET COORDINATEURS DU PROJET INITIATIVES CLIMAT

Meriem HOUZIR

Fondatrice/directrice du cabinet de conseil franco-marocain AlliaDev, Meriem HOUZIR est ingénieure-écologue et titulaire d'un doctorat en Aménagement du territoire et développement durable. En tant que consultante, elle intervient au Maroc, dans les espaces méditerranéens et francophones auprès d'institutions publiques (aux niveaux national et local), d'ONG et d'organisations internationales (PNUD, PNUE, IFDD, GIZ, ESCWA...). Meriem HOUZIR a développé son expertise à travers des missions d'études-conseil, d'accompagnement, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de formation, d'évaluation de politiques publiques et de programmes de développement, d'organisation de rencontres/débats de haut niveau. La consultante est convaincue qu'il est temps de remettre l'homme au centre des préoccupations du développement et que l'approche territoriale ainsi que le renforcement des capacités des acteurs est un levier d'action.



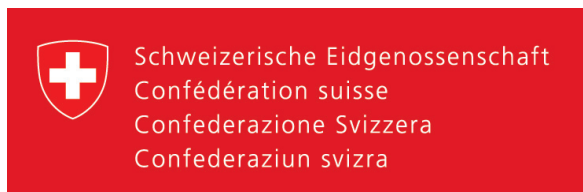
Benoît THÉAU

En 2002, Benoît Théau a créé l'agence de communication IGAPURA (nom en guarani qui signifie « pont sur une rivière ») après avoir travaillé pendant plus de 15 ans dans des ONG de solidarité internationale. Il réalise des reportages et des documentaires dans de nombreuses régions du monde, principalement sur des expériences réussies de développement humain. De plus, il anime des formations et, en tant que consultant, apporte un appui méthodologique à des acteurs du développement local et à des organisations internationales. Enfin, il conçoit des projets multi-acteurs dans le domaine du développement durable, de la communication et des échanges internationaux. Benoît Théau a participé à plusieurs grandes conférences des Nations unies -Rio en 1992, Johannesburg en 2002, Copenhague en 2009, Rio+20 et différentes COP- et il a réalisé des Web TV pour faire connaître les questions évoquées lors de ces rendez-vous.



Avec leur équipe, Meriem et Benoît ont élaboré le site internet www.positive-rio.tv qui présente notamment de nombreux reportages vidéo sur des initiatives de développement durable dans quatre continents.

LA COOPÉRATION SUISSE

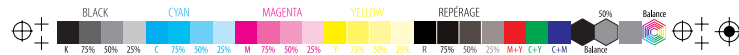


La Coopération Suisse est chargée de mettre en œuvre la politique étrangère du Conseil fédéral en matière d'aide humanitaire, et de coopération régionale et globale au développement. Elle aide les pays à surmonter la pauvreté et les problèmes de développement et s'est fixé les objectifs suivants pour la période 2013-2016 :

- prévenir et gérer les crises, les conflits et les catastrophes ;
- assurer l'accès de tous aux ressources et aux services de base ;
- promouvoir une croissance économique durable ;
- soutenir le passage à des systèmes démocratiques fondés sur l'économie de marché ;
- agir pour une mondialisation propice au développement, respectueuse de l'environnement et socialement responsable.

La coopération entre le Royaume du Maroc et la Suisse remonte à 2004, à la suite du séisme dévastateur d'Al Hoceima. Depuis, le rapprochement entre les deux pays a continué grâce au partage de savoir-faire, en particulier dans les domaines de la diversité culturelle et de la migration, du renforcement de la démocratie, du développement économique et de la gestion des ressources naturelles et des risques. La Suisse est sensible aux changements climatiques auxquels le Maroc est particulièrement exposé, avec des effets négatifs sur les plans économique et social. La Confédération s'oriente vers une approche intégrée et participative de ces défis qui prend en compte la génération de revenus et la gestion des ressources naturelles avec, pour vision, le développement économique durable et inclusif du pays.

Dans ce contexte, la Suisse a répondu favorablement à la requête de collaboration du Maroc pour les COP21 et 22. En 2015, la Suisse a appuyé la délégation marocaine dans les négociations sur l'accord de Paris. Pour la COP22 cette alliance s'est étoffée et a permis de soutenir le projet Initiatives Climat et de mettre en place un Espace jeunesse dans la zone société civile, pendant la COP22. L'objectif de cet espace est de sensibiliser et de faire entendre la voix des jeunes sur les questions liées au climat.



L'INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



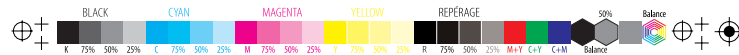
L'IFDD est un organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et son siège est à Québec.

À l'origine dénommé Institut de l'Énergie des Pays ayant en commun l'usage du Français (IEPF), l'IFDD est né en 1988 peu après le IIe Sommet de la Francophonie, tenu à Québec en 1987. Sa création faisait suite aux crises énergétiques mondiales et à la volonté des chefs d'État et de gouvernement des pays francophones de conduire une action concertée visant le développement du secteur de l'énergie dans les pays membres. En 1996, l'Institut inscrit les résolutions du Sommet de la Terre de Rio-1992 comme fil directeur de son action et devient l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie. Et en 2013, à la suite de la Conférence de Rio+20, il prend la dénomination Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD).

L'action de l'IFDD s'inscrit dans le Cadre stratégique de la Francophonie, au sein de la mission D « Développement durable, économie et solidarité » et de l'Objectif stratégique 7 « Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015 et des Objectifs du développement durable ».

L'institut est notamment chef de file des deux programmes suivants de la programmation 2015-2018 de l'OIF, mis en œuvre en partenariat avec d'autres unités de l'OIF :

- accroître les capacités des pays ciblés à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies régionales nationales et locales de développement durable, inclusives, participatives et axées sur les résultats, aux niveaux régional, national et local ;
- renforcer les capacités des acteurs francophones en vue d'une participation active aux négociations et décisions internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable, ainsi que leur mise en œuvre.



Le Programme de Microfinancements (PMF) du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)



Créé en 1992, l'année du Sommet de la Terre de Rio, le Programme de Microfinancements du FEM incarne l'essence même du développement durable par «penser globalement agir localement». En apportant un soutien financier et technique à des projets de conservation et de restauration de l'environnement, tout en améliorant le bien-être et les moyens de subsistance des populations, le PMF démontre que l'action communautaire peut maintenir l'équilibre entre les besoins humains et les impératifs environnementaux.

Le PMF reconnaît que la dégradation de l'environnement telles que la destruction des écosystèmes et les espèces qui en dépendent, l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre dans notre atmosphère, la pollution des eaux internationales, la dégradation des terres et la propagation des polluants organiques persistants sont des défis qui menacent la vie et qui nous mettent en danger. Cependant, les communautés pauvres et vulnérables, qui constituent les acteurs prioritaires du PMF, sont les plus à risque, car ils dépendent de l'accès aux ressources naturelles pour leur subsistance et vivent souvent dans des écosystèmes fragiles.

Le programme offre des subventions pouvant atteindre 50.000 US \$ directement aux communautés locales, y compris les populations autochtones, les organismes communautaires et d'autres groupes non gouvernementaux pour des projets dans les domaines suivants : biodiversité, atténuation et adaptation aux changements climatiques, dégradation des terres et gestion durable des forêts, eaux internationales et produits chimiques.

PNUD Maroc



La mission du PNUD au Maroc est double. De par l'expertise internationale dont il dispose, il propose au gouvernement marocain des analyses et des solutions adaptées aux défis de développement du pays. Il joue un rôle de rassembleur et de coordinateur en mobilisant de nombreux partenaires nationaux et internationaux autour d'un même programme : la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le portefeuille de programmes de développement du PNUD au Maroc s'articule autour de trois grands thèmes prioritaires : Modes de développement durable ; Gouvernance démocratique inclusive et efficace ; Renforcement de la résilience.

En matière d'environnement et de développement durable, les programmes entrepris par le PNUD Maroc visent, d'une part, à intégrer la préoccupation environnementale dans l'action de développement nationale et, d'autre part, à renforcer les capacités du pays afin que celui-ci puisse mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre des conventions et accords internationaux.

Le PNUD Maroc est engagé dans plusieurs projets aussi bien d'atténuation que d'adaptation aux changements climatiques dont notamment :

- Le Projet de renforcement des capacités pour une stratégie de développement à faible carbone (LECB), mené avec le Ministère délégué chargé de l'environnement avec l'appui financier de l'Union Européenne ;
- Le Projet d'intégration du changement climatique dans la stratégie nationale de développement de la compétitivité logistique en cours de mise en œuvre avec le Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique avec l'appui financier du GEF ;
- Le Projet de Promotion du développement des systèmes de pompage photovoltaïques pour l'irrigation, mené en collaboration avec l'ADEREE et avec l'appui financier du GEF ;
- Les différentes Communications Nationales à la CCNUCC dont la 1ère en 2001, la 2ème en 2010 et la 3ème en 2016.

Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique



CGLU Afrique est l'organisation faîtière et la voix unie assurant la représentation des collectivités territoriales du continent africain.

Le congrès fondateur de l'organisation s'est tenu en mai 2005 dans la ville de Tshwane, en Afrique du Sud. Son siège se trouve dans la ville de Rabat (Royaume du Maroc) depuis janvier 2008. Elle a des bureaux régionaux sur le continent. CGLU Afrique rassemble 44 associations nationales de collectivités territoriales de toutes les régions du continent, ainsi que 2000 villes comptant plus de 100.000 habitants.

CGLU Afrique est la section régionale pour l'Afrique de l'organisation mondiale de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). La vision de CGLU Afrique est de «contribuer à l'unité et au développement de l'Afrique en partant des territoires».

Les territoires étant indéniablement des acteurs majeurs dans la lutte contre le changement climatique, par leurs capacités à réduire les émissions de gaz à effet de serre et par leurs actions d'adaptation face aux impacts du réchauffement climatique, CGLU Afrique joue un rôle actif : pour l'accès des collectivités locales à la finance climat, au sein de la Convention des Maires en Afrique subsaharienne et en participant activement à la mise en œuvre des agendas de développement (COP23, Climate Chance, Sommet Afrique/UE, Sommet Africités). Ces rendez-vous rejoignent les principaux objectifs de l'organisation. Notamment en matière de reconnaissance du droit des collectivités territoriales à siéger autour des tables de décisions comme acteurs clés.

Les principaux objectifs de CGLU Afrique sont :

- promouvoir la décentralisation en Afrique et la reconnaissance des collectivités territoriales comme un niveau de gouvernance public autonome, distinct et complémentaire du gouvernement national ;
- soutenir la création et le renforcement des capacités des associations nationales, des collectivités territoriales et de leurs membres pour de meilleurs services aux populations ;
- organiser, tous les trois ans, la plus importante plateforme panafricaine de dialogue sur la décentralisation et la gouvernance locale, encore connu comme le sommet Africités.

ONU Femmes



En juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a créé ONU Femmes, l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Au niveau mondial, ONU Femmes a principalement pour rôle de :

- appuyer des organes intergouvernementaux dans l'élaboration de politiques, de règles et de normes mondiales ;
- aider les États Membres à appliquer ces règles ;
- diriger et coordonner le travail du système des Nations Unies sur l'égalité des sexes ainsi que promouvoir la responsabilisation, notamment avec un suivi régulier des progrès dans l'ensemble du système.

A l'échelle du Maghreb, ONU Femmes a pour missions de :

- renforcer le leadership et la participation des femmes ;
- renforcer l'autonomisation économique des femmes ;
- lutter contre les violences faites aux femmes ;
- assurer la bonne Gouvernance et la planification ;
- appuyer les institutions pour intégrer l'égalité du genre dans leurs politiques, stratégies et programmes ;
- concrétiser le Programme de développement durable d'ici 2030 ;
- apporter un appui intergouvernemental.
- assurer la coordination du système des Nations unies.

Au Maroc, les axes d'intervention d'ONU Femmes, se centrent autour de la promotion du leadership et la participation politique des femmes, l'autonomisation économique des femmes, la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes, ainsi que la gouvernance et planification nationale et locale.

En partenariat avec la coopération Suisse, ONU Femmes a mis en œuvre un projet dans les oasis de Tafilalet, pour renforcer l'atténuation des risques de catastrophes naturelles et l'utilisation de techniques pour une meilleure adaptation au changement climatique.

ONU Femmes a initié également un projet qui vise à impliquer les femmes rurales des zones montagneuses et oasiennes dans la production et la valorisation des semences locales, l'amélioration des productions agroécologiques et l'utilisation des techniques culturelles d'adaptation au changement climatique.

Initiative Jeunesse de lutte contre les changements climatiques

INITIATIVE JEUNESSE DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'Initiative jeunesse de lutte contre les changements climatiques a été lancée en novembre 2016, lors de la 22e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Elle fait suite à l'annonce du financement des mesures de coopération climatique par le gouvernement du Québec lors de la CdP-21 de Paris en 2015, et vise à appuyer les efforts de lutte contre les changements climatiques des pays francophones les plus vulnérables, notamment par le renforcement des capacités et l'amélioration de l'éducation, de la sensibilisation et de la participation des jeunes du Québec et de ces pays à la lutte contre les changements climatiques.

Les pays francophones visés prioritairement sont les pays d'Afrique subsaharienne, d'Afrique du Nord et des Antilles.

L'Initiative jeunesse se structure en deux volets : Entrepreneuriat et économie verte / Éducation et sensibilisation. Elle appuie les jeunes du Québec et des pays francophones les plus vulnérables aux changements climatiques, âgés de 18 à 35 ans, afin d'atteindre les objectifs suivants :

- favoriser le renforcement des capacités des jeunes en entrepreneuriat et économie verte en vue de permettre l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques ;
- faciliter l'éducation et la sensibilisation des jeunes aux enjeux climatiques en vue d'assurer leur mobilisation.

Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) et l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) sont responsables de la mise en œuvre de l'Initiative jeunesse.

LOJIQ soutient la mobilité internationale des jeunes âgés de 18 à 35 ans du Québec et des pays francophones les plus vulnérables aux changements climatiques afin qu'ils puissent participer à des événements et des formations, développer leurs expertises, leurs connaissances et leurs réseaux de contacts et mettre sur pied des projets permettant la lutte contre les aux changements climatiques.



Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Energie, des Mines et du Développement Durable, chargé du Développement Durable

Royaume du Maroc



**Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Energie,
des Mines et du Développement Durable,
Chargé du Développement Durable**

En tant que point focal national de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CC), le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable a mis en place une politique de lutte contre le réchauffement climatique ambitieuse qui vise, entre autres, la promotion d'un développement sobre en carbone et résilient aux impacts du climat, et la consolidation des mesures prévues ou mises en œuvre dans le cadre des politiques stratégiques sectorielles (Agriculture, Energie, Habitat, etc.).

Le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable a également élaboré en concertation avec les acteurs concernés, la Contribution Prévue Déterminée au niveau National avec des objectifs ambitieux en matière de lutte contre le réchauffement climatique, et vient de préparer la Troisième Communication du Maroc à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique.

Le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable a mis en place le Centre des Compétences sur le Changement Climatique qui est une plateforme de renforcement des compétences des acteurs (secteur public, privé, recherche, société civile, collectivités territoriales) et un hub pour l'échange et le partage d'informations en matière de changement climatique, ouvert sur son environnement régional et africain.

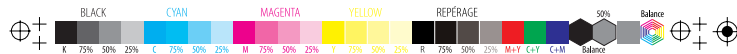
Le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable déploie d'autres importants programmes d'appui aux acteurs dans le domaine des changements climatiques, notamment :

- le renforcement des capacités des collectivités territoriales et leur accompagnement dans la mise en œuvre des plans territoriaux du climat.
- la promotion de la recherche-développement et de l'éco-innovation à travers le financement de projets de recherche dans le domaine de l'adaptation aux impacts des changements climatiques et l'atténuation des émissions de Gaz à Effet de Serre.
- l'appui à la société civile par le renforcement des capacités et le financement de projets de démonstration.

Les correspondants-pays d'Initiatives Climat Afrique Francophone (ICAF)

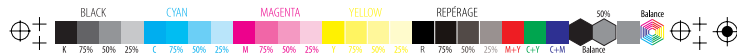


Initiatives Climat dispose d'un réseau de 19 correspondants-pays dans 11 pays d'Afrique francophone. Ces correspondants-pays font connaître le Programme ICAF dans leurs pays respectifs et ils assistent les porteurs de projets qui souhaitent soumettre des Initiatives Climat pour le recueil en ligne et les Trophées ICAF. De plus, ils aident au montage et à la réalisation de projets de Coopération Sud-Sud. La liste des correspondants-pays avec leurs coordonnées sont indiquées sur le site internet.



Suivez les actualités du projet sur le site internet :
www.initiativesclimat.org

et sur Facebook :
www.facebook.com/InitiativesClimat



www.initiativesclimat.org
www.facebook.com/InitiativesClimat

